



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Electronic Commerce Protection Regulations

Règlement sur la protection du commerce électronique

SOR/2013-221

DORS/2013-221

Current to February 20, 2024

À jour au 20 février 2024

Last amended on January 15, 2015

Dernière modification le 15 janvier 2015

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (3) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

...

Inconsistencies in regulations

(3) In the event of an inconsistency between a consolidated regulation published by the Minister under this Act and the original regulation or a subsequent amendment as registered by the Clerk of the Privy Council under the *Statutory Instruments Act*, the original regulation or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to February 20, 2024. The last amendments came into force on January 15, 2015. Any amendments that were not in force as of February 20, 2024 are set out at the end of this document under the heading “Amendments Not in Force”.

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (3) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

[...]

Incompatibilité — règlements

(3) Les dispositions du règlement d'origine avec ses modifications subséquentes enregistrées par le greffier du Conseil privé en vertu de la *Loi sur les textes réglementaires* l'emportent sur les dispositions incompatibles du règlement codifié publié par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 20 février 2024. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 15 janvier 2015. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 20 février 2024 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

Electronic Commerce Protection Regulations

	Definition
1	Definition of Act
	Family Relationship and Personal Relationship
2	Family and personal relationships
	Excluded Commercial Electronic Messages
3	Excluded messages — Section 6 of Act
4	Excluded messages — Paragraph 6(1)(a) of Act
	Conditions for Use of Consent
5	Person whose identity is unknown
	Specified Computer Programs
6	Specified programs
	Membership, Club, Association and Voluntary Organization
7	Membership
	Coming into Force
*8	S.C. 2010, c. 23
	SCHEDULE
	List of Foreign States

TABLE ANALYTIQUE

Règlement sur la protection du commerce électronique

	Définition
1	Définition de Loi
	Liens familiaux et liens personnels
2	Liens familiaux et personnels
	Messages électroniques commerciaux exemptés
3	Article 6 de la Loi- messages exemptés
4	Alinéa 6(1)a) — messages exemptés
	Conditions d'utilisation du consentement
5	Obligations — personne dont l'identité est inconnue
	Programmes d'ordinateur
6	Programmes précisés
	Adhésion, club, association et organisme bénévole
7	Adhésion
	Entrée en vigueur
*8	L.C. 2010, ch. 23
	ANNEXE
	Liste des États étrangers

Registration

SOR/2013-221 December 4, 2013

AN ACT TO PROMOTE EFFICIENCY AND ADAPTABILITY OF THE CANADIAN ECONOMY BY REGULATING CERTAIN ACTIVITIES THAT DISCOURAGE RELIANCE ON ELECTRONIC MEANS OF CARRYING OUT COMMERCIAL ACTIVITIES, AND TO AMEND THE CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION ACT, THE COMPETITION ACT, THE PERSONAL INFORMATION PROTECTION AND ELECTRONIC DOCUMENTS ACT AND THE TELECOMMUNICATIONS ACT

Electronic Commerce Protection Regulations

P.C. 2013-1324 December 3, 2013

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Industry, pursuant to subsection 64(1) of *An Act to promote the efficiency and adaptability of the Canadian economy by regulating certain activities that discourage reliance on electronic means of carrying out commercial activities, and to amend the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission Act, the Competition Act, the Personal Information Protection and Electronic Documents Act and the Telecommunications Act*^a, makes the annexed *Electronic Commerce Protection Regulations*.

^a S.C. 2010, c. 23

Enregistrement

DORS/2013-221 Le 4 décembre 2013

LOI VISANT À PROMOUVOIR L'EFFICACITÉ ET LA CAPACITÉ D'ADAPTATION DE L'ÉCONOMIE CANADIENNE PAR LA RÉGLEMENTATION DE CERTAINES PRATIQUES QUI DÉCOURAGENT L'EXERCICE DES ACTIVITÉS COMMERCIALES PAR VOIE ÉLECTRONIQUE ET MODIFIANT LA LOI SUR LE CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES, LA LOI SUR LA CONCURRENCE, LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET LES DOCUMENTS ÉLECTRONIQUES ET LA LOI SUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Règlement sur la protection du commerce électronique

C.P. 2013-1324 Le 3 décembre 2013

Sur recommandation du ministre de l'Industrie et en vertu du paragraphe 64(1) de la *Loi visant à promouvoir l'efficacité et la capacité d'adaptation de l'économie canadienne par la réglementation de certaines pratiques qui découragent l'exercice des activités commerciales par voie électronique et modifiant la Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, la Loi sur la concurrence, la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques et la Loi sur les télécommunications*^a, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement sur la protection du commerce électronique*, ci-après.

^a L.C. 2010, ch. 23

Electronic Commerce Protection Regulations

Definition

Definition of Act

1 In these Regulations, **Act** means *An Act to promote the efficiency and adaptability of the Canadian economy by regulating certain activities that discourage reliance on electronic means of carrying out commercial activities, and to amend the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission Act, the Competition Act, the Personal Information Protection and Electronic Documents Act and the Telecommunications Act.*

Family Relationship and Personal Relationship

Family and personal relationships

2 For the purposes of paragraph 6(5)(a) of the Act,

(a) family relationship means the relationship between an individual who sends a message and the individual to whom the message is sent if those individuals are related to one another through a marriage, common-law partnership or any legal parent-child relationship and those individuals have had direct, voluntary, two-way communication; and

(b) personal relationship means the relationship between an individual who sends a message and the individual to whom the message is sent, if those individuals have had direct, voluntary, two-way communications and it would be reasonable to conclude that they have a personal relationship, taking into consideration any relevant factors such as the sharing of interests, experiences, opinions and information evidenced in the communications, the frequency of communication, the length of time since the parties communicated or whether the parties have met in person.

Règlement sur la protection du commerce électronique

Définition

Définition de Loi

1 Dans le présent règlement, **Loi** s'entend de la *Loi visant à promouvoir l'efficacité et la capacité d'adaptation de l'économie canadienne par la réglementation de certaines pratiques qui découragent l'exercice des activités commerciales par voie électronique et modifiant la Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, la Loi sur la concurrence, la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques et la Loi sur les télécommunications.*

Liens familiaux et liens personnels

Liens familiaux et personnels

2 Pour l'application de l'alinéa 6(5)a) de la Loi :

a) des personnes physiques sont unies par des liens familiaux si la personne qui envoie le message et la personne à qui le message est envoyé sont unies par les liens de mariage ou d'union de fait ou de filiation et ont eu entre elles des communications volontaires, directes et bidirectionnelles;

b) des personnes physiques sont unies par des liens personnels si la personne qui envoie le message et la personne à qui le message est envoyé ont eu entre elles des communications volontaires, directes et bidirectionnelles permettant raisonnablement de conclure à l'existence de tels liens, compte tenu des facteurs pertinents, notamment, le partage d'intérêts, d'expériences, d'opinions et d'informations, comme en témoignent leurs communications et la fréquence de celles-ci, le temps écoulé depuis la dernière communication et le fait que les parties se sont rencontrées ou non en personne.

Excluded Commercial Electronic Messages

Excluded messages — Section 6 of Act

3 Section 6 of the Act does not apply to a commercial electronic message

- (a)** that is sent by an employee, representative, consultant or franchisee of an organization
 - (i)** to another employee, representative, consultant or franchisee of the organization and the message concerns the activities of the organization, or
 - (ii)** to an employee, representative, consultant or franchisee of another organization if the organizations have a relationship and the message concerns the activities of the organization to which the message is sent;
- (b)** that is sent in response to a request, inquiry or complaint or is otherwise solicited by the person to whom the message is sent;
- (c)** that is sent to a person
 - (i)** to satisfy a legal or juridical obligation,
 - (ii)** to provide notice of an existing or pending right, legal or juridical obligation, court order, judgment or tariff,
 - (iii)** to enforce a right, legal or juridical obligation, court order, judgment or tariff, or
 - (iv)** to enforce a right arising under a law of Canada, of a province or municipality of Canada or of a foreign state;
- (d)** that is sent and received on an electronic messaging service if the information and unsubscribe mechanism that are required under subsection 6(2) of the Act are conspicuously published and readily available on the user interface through which the message is accessed, and the person to whom the message is sent consents to receive it either expressly or by implication;
- (e)** that is sent to a limited-access secure and confidential account to which messages can only be sent by the person who provides the account to the person who receives the message;
- (f)** if the person who sends the message or causes or permits it to be sent reasonably believes the message

Messages électroniques commerciaux exemptés

Article 6 de la Loi- messages exemptés

3 L'article 6 de la Loi ne s'applique pas au message électronique commercial :

- a)** envoyé par l'employé, le représentant, le consultant ou le franchisé d'une organisation, selon le cas :
 - (i)** à un autre employé, un représentant, un consultant ou un franchisé au sein de la même organisation, si le message concerne les activités de l'organisation,
 - (ii)** à l'employé, au représentant, au consultant ou au franchisé d'une autre organisation si leurs organisations respectives entretiennent des rapports et que le message concerne les activités de l'organisation à qui le message est envoyé;
- b)** envoyé en réponse à une demande — notamment une demande de renseignements — ou par suite d'une plainte, ou sollicité de quelque façon que ce soit par la personne à qui le message est envoyé;
- c)** envoyé :
 - (i)** pour satisfaire à une obligation juridique,
 - (ii)** pour donner avis d'un droit, d'une obligation juridique, d'une ordonnance d'un tribunal, d'un jugement ou d'un tarif existants ou à venir,
 - (iii)** pour faire valoir un droit ou exécuter une obligation juridique, une ordonnance judiciaire, un jugement ou un tarif,
 - (iv)** pour faire valoir un droit découlant d'une règle de droit fédérale, provinciale, municipale ou étrangère;
- d)** envoyé et reçu par l'entremise d'un service de messagerie électronique, si les renseignements et le mécanisme d'exclusion requis en application du paragraphe 6(2) de la Loi sont publiés de façon à être visibles et facilement accessibles sur l'interface utilisateur au moyen de laquelle le message sera récupéré et que la personne à qui le message est envoyé a consenti expressément ou tacitement à le recevoir;
- e)** envoyé à un compte sécuritaire et confidentiel à accès restreint, auquel les messages ne peuvent être envoyés que par la personne qui a fourni le compte à la personne qui reçoit le message;

will be accessed in a foreign state that is listed in the schedule and the message conforms to the law of the foreign state that addresses conduct that is substantially similar to conduct prohibited under section 6 of the Act;

(g) that is sent by or on behalf of a registered charity as defined in subsection 248(1) of the *Income Tax Act* and the message has as its primary purpose raising funds for the charity; or

(h) that is sent by or on behalf of a political party or organization, or a person who is a candidate – as defined in an Act of Parliament or the legislature of a province – for publicly elected office and the message has as its primary purpose soliciting a contribution as defined in subsection 2(1) of the *Canada Elections Act*.

Excluded messages – Paragraph 6(1)(a) of Act

4 (1) Paragraph 6(1)(a) of the Act does not apply to the first commercial electronic message that is sent by a person for the purpose of contacting the individual to whom the message is sent following a referral by any individual who has an existing business relationship, an existing non-business relationship, a family relationship or a personal relationship with the person who sends the message as well as any of those relationships with the individual to whom the message is sent and that discloses the full name of the individual or individuals who made the referral and states that the message is sent as a result of the referral.

Existing business or non-business relationship

(2) An existing business relationship or an existing non-business relationship has the same meaning as in subsection 10(10) or (13) of the Act, respectively.

Conditions for Use of Consent

Person whose identity is unknown

5 (1) For the purposes of paragraph 10(2)(b) of the Act, a person who obtained express consent on behalf of a person whose identity was unknown may authorize any person to use the consent on the condition that the person who obtained it ensures that, in any commercial electronic message sent to the person from whom consent was obtained,

(a) the person who obtained consent is identified; and

f) si la personne qui l’envoie, le fait envoyer ou en permet l’envoi a des motifs raisonnables de croire qu’il sera récupéré dans un État étranger mentionné à l’annexe et qu’il sera conforme à une loi de cet État régissant les comportements essentiellement similaires à ceux interdits par l’article 6 de la Loi;

g) envoyé par un organisme de bienfaisance enregistré au sens du paragraphe 248(1) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* ou en son nom si le principal objet du message est de lever des fonds pour les activités de bienfaisance de l’organisme en cause;

h) envoyé par une organisation ou un parti politiques ou un candidat – au sens de toute loi fédérale ou provinciale – à une charge publique élective ou pour le compte de ceux-ci si le principal objet du message est de demander des contributions au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi électorale du Canada*.

Alinéa 6(1)a) – messages exemptés

4 (1) L’alinéa 6(1)a) de la Loi ne s’applique pas au premier message électronique commercial qui, d’une part, est envoyé par une personne à une personne physique en vue d’entrer en contact avec elle par suite d’une recommandation d’une ou de plusieurs personnes physiques ayant, avec l’expéditeur du message et avec son destinataire des relations d’affaires en cours, des relations privées en cours ou des liens familiaux ou personnels et si, d’autre part, ce message révèle le nom au complet de la ou des personnes physiques ayant fait la recommandation et comporte la mention qu’il est envoyé par suite d’une telle recommandation.

Relations d’affaires en cours ou relations privées en cours

(2) Des relations d’affaires en cours ou des relations privées en cours s’entendent au sens des paragraphes 10(10) et (13) de la Loi, respectivement.

Conditions d’utilisation du consentement

Obligations – personne dont l’identité est inconnue

5 (1) Pour l’application de l’alinéa 10(2)b) de la Loi, la personne qui a obtenu le consentement exprès au nom d’une autre personne dont l’identité était inconnue peut autoriser toute personne à utiliser le consentement à condition de veiller à ce que, dans tout message électronique commercial envoyé à la personne qui a donné le consentement :

a) son identité soit établie à titre de personne ayant obtenu le consentement;

(b) the authorized person provides an unsubscribe mechanism that, in addition to meeting the requirements set out in section 11 of the Act, allows the person from whom consent was obtained to withdraw their consent from the person who obtained consent or any other person who is authorized to use it.

Person who obtained consent

(2) The person who obtained consent must ensure that, on receipt of an indication of withdrawal of consent by the authorized person who sent the commercial electronic message, the authorized person notifies the person who obtained consent that consent has been withdrawn from, as the case may be,

- (a) the person who obtained consent;
- (b) the authorized person who sent the commercial electronic message; or
- (c) any other person who is authorized to use the consent.

Notification of other authorized person

(3) The person who obtained consent must without delay inform a person referred to in paragraph (2)(c) of the withdrawal of consent on receipt of a notification of withdrawal of consent from the person referred to in that paragraph.

Give effect to withdrawal of consent

(4) The person who obtained consent must give effect to a withdrawal of consent in accordance with subsection 11(3) of the Act, and, if applicable, ensure that a person referred to in paragraph (2)(c) also gives effect to the withdrawal in accordance with that subsection.

Specified Computer Programs

Specified programs

6 The following programs are specified for the purposes of subparagraph 10(8)(a)(vi) of the Act:

- (a) a program that is installed by or on behalf of a telecommunications service provider solely to protect the security of all or part of its network from a current and identifiable threat to the availability, reliability, efficiency or optimal use of its network;
- (b) a program that is installed, for the purpose of updating or upgrading the network, by or on behalf of the telecommunications service provider who owns or operates the network on the computer systems that constitute all or part of the network; and

b) la personne autorisée fournisse un mécanisme d'exclusion qui, en plus d'être conforme aux exigences de l'article 11 de la Loi, permet à la personne ayant donné le consentement de le retirer à la personne qui l'a obtenu ou à toute autre personne autorisée à l'utiliser.

Personne qui a obtenu le consentement

(2) La personne qui a obtenu le consentement veille à ce que la personne autorisée qui a envoyé le message l'avise dès qu'elle est informée que le consentement a été retiré à l'une des personnes suivantes :

- a) la personne qui a obtenu le consentement;
- b) la personne autorisée qui a envoyé le message;
- c) toute autre personne autorisée à utiliser le consentement.

Avis de retrait aux autres personnes autorisées

(3) Sur réception d'un avis de retrait du consentement concernant la personne visée à l'alinéa (2)c), la personne qui a obtenu le consentement avise sans délai l'intéressé.

Donner suite au retrait de consentement

(4) La personne qui a obtenu le consentement donne suite au retrait du consentement conformément au paragraphe 11(3) de la Loi et veille à ce que la personne visée à l'alinéa (2)c) fasse de même, le cas échéant.

Programmes d'ordinateur

Programmes précisés

6 Les programmes visés pour l'application du sous-alinéa 10(8)a)(vi) de la Loi sont les suivants :

- a) le programme qui est installé par le télécommunicateur ou en son nom uniquement pour protéger la sécurité de la totalité ou d'une partie de son réseau d'une menace actuelle et identifiable à l'accessibilité, à la fiabilité, à l'efficacité ou à l'utilisation optimale du réseau;
- b) le programme qui est installé par le télécommunicateur qui possède ou exploite le réseau, ou en son nom, sur tous les ordinateurs faisant partie du réseau pour la mise à jour ou à niveau de ce réseau;

(c) a program that is necessary to correct a failure in the operation of the computer system or a program installed on it and is installed solely for that purpose.

c) le programme qui est nécessaire à la correction d'une défaillance dans le fonctionnement de l'ordinateur ou d'un de ses programmes et qui est installé uniquement à cette fin.

Membership, Club, Association and Voluntary Organization

Membership

7 (1) For the purposes of paragraph 10(13)(c) of the Act, membership is the status of having been accepted as a member of a club, association or voluntary organization in accordance with its membership requirements.

Club, association or voluntary organization

(2) For the purposes of paragraph 10(13)(c) of the Act, a club, association or voluntary organization is a non-profit organization that is organized and operated exclusively for social welfare, civic improvement, pleasure or recreation or for any purpose other than personal profit, if no part of its income is payable to, or otherwise available for the personal benefit of, any proprietor, member or shareholder of that organization unless the proprietor, member or shareholder is an organization whose primary purpose is the promotion of amateur athletics in Canada.

Coming into Force

S.C. 2010, c. 23

***8 (1)** These Regulations, except section 6, come into force on the day on which sections 6, 7, 9 to 11 and subsection 64(1) of *An Act to promote the efficiency and adaptability of the Canadian economy by regulating certain activities that discourage reliance on electronic means of carrying out commercial activities, and to amend the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission Act, the Competition Act, the Personal Information Protection and Electronic Documents Act and the Telecommunications Act* ("the Act"), chapter 23 of the Statutes of Canada, come into force, but if they are registered after that day, they come into force on the day on which they are registered.

Section 6

(2) Section 6 comes into force on the day on which section 8 of the Act, referred to in subsection (1), comes into force.

* [Note: Regulations, except section 6, in force July 1, 2014, section 6 in force January 15, 2015, see SI/2013-127.]

Adhésion, club, association et organisme bénévole

Adhésion

7 (1) Pour l'application de l'alinéa 10(13)c) de la Loi, l'adhésion est le fait d'être accepté comme membre d'un club, d'une association ou d'un organisme bénévole conformément aux exigences d'appartenance de l'un ou l'autre.

Club, association ou organisme bénévole

(2) Pour l'application de l'alinéa 10(13)c) de la Loi, un club, une association ou un organisme bénévole est une organisation sans but lucratif constituée et administrée uniquement pour l'exercice d'activités non lucratives, notamment des activités liées au bien-être social, aux améliorations locales et aux loisirs ou divertissements, et dont aucun revenu n'est versé à un propriétaire, membre ou actionnaire — ou ne peut par ailleurs servir à son profit personnel — sauf si le propriétaire, membre ou actionnaire est une organisation dont le but premier est de promouvoir le sport amateur au Canada.

Entrée en vigueur

L.C. 2010, ch. 23

***8 (1)** Le présent règlement, à l'exception de l'article 6, entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur des articles 6, 7 et 9 à 11 et du paragraphe 64(1) de la *Loi visant à promouvoir l'efficacité et la capacité d'adaptation de l'économie canadienne par la réglementation de certaines pratiques qui découragent l'exercice des activités commerciales par voie électronique et modifiant la Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, la Loi sur la concurrence, la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques et la Loi sur les télécommunications*, chapitre 23 des Lois du Canada (2010), ou, si elle est postérieure, à la date de son enregistrement.

Article 6

(2) L'article 6 entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 8 de la loi visée au paragraphe (1).

* [Note: Règlement, à l'exception de l'article 6, en vigueur le 1^{er} juillet 2014, article 6 en vigueur le 15 janvier 2015, voir TR/2013-127.]

SCHEDULE

(Paragraph 3(f))

List of Foreign States

Albania
Antigua and Barbuda
Argentina
Armenia
Australia
Austria
Azerbaijan
Bahamas
Bahrain
Bangladesh
Barbados
Belarus
Belgium
Belize
Bhutan
Bosnia
Botswana
Brazil
British Virgin Islands
Bulgaria
Burkina Faso
Burma (Myanmar)
Cambodia
Cameroon
Cayman Islands
Central African Republic
Chile
China
Colombia
Costa Rica
Croatia
Cyprus
Czech Republic
Denmark
Dominica
Dominican Republic
Ecuador
Estonia
Finland
France
Gambia

ANNEXE

(alinéa 3f))

Liste des États étrangers

Afrique du Sud
Albanie
Allemagne
Antigua-et-Barbuda
Arabie saoudite
Argentine
Arménie
Australie
Autriche
Azerbaïdjan
Bahamas
Bahreïn
Bangladesh
Barbade
Biélorus
Belgique
Belize
Bhoutan
Birmanie (Myanmar)
Bosnie
Botswana
Brésil
Bulgarie
Burkina Faso
Cambodge
Cameroun
Chili
Chine
Chypre
Colombie
Corée du Sud
Costa Rica
Croatie
Danemark
Dominique
Émirats arabes unis
Équateur
Espagne
Estonie
États-Unis d'Amérique
Finlande

Georgia
Germany
Ghana
Greece
Grenada
Guatemala
Hong Kong
Hungary
Iceland
India
Indonesia
Ireland
Israel
Italy
Jamaica
Japan
Jordan
Kazakhstan
Kenya
Latvia
Liechtenstein
Lithuania
Luxembourg
Macedonia
Malaysia
Malta
Mauritius
Moldova
Montenegro
Morocco
Mozambique
Namibia
Nepal
Netherlands
New Zealand
Norway
Pakistan
Peru
Philippines
Poland
Portugal
Puerto Rico
Qatar
Romania
Russia
Saint Lucia

France
Gambie
Géorgie
Ghana
Grèce
Grenade
Guatemala
Hong Kong
Hongrie
Îles Caïmans
Îles Turques et Caïques
Îles Vierges américaines
Îles Vierges britanniques
Inde
Indonésie
Irlande
Islande
Israël
Italie
Jamaïque
Japon
Jordanie
Kazakhstan
Kenya
Lettonie
Liechtenstein
Lituanie
Luxembourg
Macédoine
Malaisie
Malte
Maroc
Maurice
Moldova
Monténégro
Mozambique
Namibie
Népal
Norvège
Nouvelle-Zélande
Ouganda
République centrafricaine
République dominicaine
République tchèque
Royaume-Uni
Pakistan

Saint Vincent and the Grenadines
Saudi Arabia
Serbia
Sierra Leone
Singapore
Slovakia
Slovenia
South Africa
South Korea
Spain
Sri Lanka
Sweden
Switzerland
Tanzania
Thailand
Tonga
Trinidad and Tobago
Tunisia
Turkey
Turks and Caicos
Uganda
Ukraine
United Arab Emirates
United Kingdom
United States of America
United States Virgin Islands
Venezuela
Vietnam
Zambia

Pays-Bas
Pérou
Philippines
Pologne
Portugal
Puerto Rico
Qatar
Roumanie
Russie
Sainte-Lucie
Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Serbie
Sierra Leone
Singapour
Slovaquie
Slovénie
Sri Lanka
Suisse
Suède
Tanzanie
Thaïlande
Tonga
Trinité-et-Tobago
Tunisie
Turquie
Ukraine
Venezuela
Vietnam
Zambie